

Des représentants des Gouvernements du Canada et des Etats-Unis se sont rencontrés le 13 janvier à Ottawa, à la demande du Département d'Etat américain, pour étudier le point de vue du Gouvernement américain concernant la suppression, par les câblo-diffuseurs canadiens, des messages publicitaires des stations américaines et ce, à la demande du Conseil de la Radio-Télévision canadienne. Les implications d'une telle décision ont été discutées par les représentants canadiens dans le contexte de l'activité économique de certaines stations frontalières américaines au Canada. Les Parties ont également analysé en profondeur les répercussions de leurs politiques et mécanismes de réglementation respectifs sur la télédiffusion et la câblo-diffusion transfrontières.

La délégation canadienne, qui était dirigée par M. Glen S. Shortliffe, responsable de la Direction des Etats-Unis d'Amérique au ministère des Affaires extérieures, comprenait en outre des représentants du ministère des Communications ainsi que du Conseil de la Radio-Télévision canadienne. Dirigée par M. Richard D. Vine, sous-secrétaire adjoint aux Affaires canadiennes du Département d'Etat, la délégation américaine était composée de M. Richard Wiley, président de la Federal Communications Commission et de certains de ses collaborateurs, ainsi que de représentants du Département d'Etat.

La rencontre a permis un échange de vues complet et utile sur la suppression des messages publicitaires ainsi que sur les activités des stations frontalières, y compris une présentation détaillée des préoccupations de part et d'autre. Les deux Parties ont pris note de leurs positions respectives et en informeront leurs Gouvernements et organismes respectifs. Il a été convenu que les entretiens se poursuivront sous peu entre représentants canadiens et américains pour étudier d'autres moyens de réaliser les objectifs de la radio-télédiffusion canadienne. Ces entretiens se poursuivront évidemment dans le cadre des politiques de leurs Gouvernements respectifs.